

2° nouvelles installations terrestres productrices d'énergie éolienne ayant une puissance maximale par turbine jusqu'à 4 MWe et :

- a) démarrant entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2013 : le facteur de banding est de 0,889 ;
- b) démarrant entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 décembre 2014 : le facteur de banding est de 0,857 ;
- c) démarrant entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2015 : le facteur de banding est de 0,748 ;
- d) démarrant entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2016 : le facteur de banding est de 0,743 ;
- e) démarrant entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2017 : le facteur de banding est de 0,663.

Bruxelles, le 24 novembre 2017.

Le Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Énergie,  
B. TOMMELEIN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/40953]

#### 4 OCTOBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française désignant le Service général de l'Inspection comme service chargé des missions visées à l'article 74 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les articles 20 et 87, modifiés par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène, les articles 74 à 76/1, modifiés et insérés par le décret du 13 octobre 2016;

Vu l'avis du Comité de concertation des arts de la scène, donné le 16 juin 2017;

Vu le « test genre » du 16 mai 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2017;

Vu l'avis 61.960/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 septembre 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Vice-présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° le Service général : Le Service général de la Création artistique au sein de l'Administration générale de la Culture;

2° l'Inspection : Le Service général de l'Inspection pour la culture au sein de l'Administration générale de la Culture;

3° le décret : le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène;

4° l'opérateur : la personne morale bénéficiant d'une reconnaissance telle que prévue à l'article 2, 1°, et à l'article 30 du décret;

5° l'arrêté du 18 janvier 2017 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2017 relatif à l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions, pris en exécution de l'article 61 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

#### CHAPITRE 2. — Les missions générales visées à l'article 74 du décret

**Art. 2.** L'Inspection est chargée des missions générales énumérées à l'article 74 du décret.

**Art. 3.** L'Inspection et le Service général coordonnent leurs actions respectives en vue d'optimiser l'exercice des missions visées aux articles 74 à 76 du décret. En vue d'exercer ses missions, l'Inspection étudie tout type de document utile à cet effet et sollicite les pièces adéquates auprès du Service général et/ou auprès de l'opérateur, conformément aux articles 3 à 5 de l'arrêté du 18 janvier 2017.

**Art. 4.** Conformément aux articles 69 et 74, 2°, du décret, l'Inspection analyse les comptes et bilans des deux premiers exercices du contrat-programme, en regard des rapports d'activités et des règles de bonne gouvernance visées à l'article 76/1 du décret.

L'Inspection transmet son rapport au Service général.

CHAPITRE 3. — *Le déséquilibre financier*

**Art. 5.** Lorsque l'opérateur ou le Service général détecte un risque de déséquilibre financier, l'Inspection, le cas échéant aidée par le Service général, sollicite auprès de l'opérateur bénéficiant d'un contrat-programme les explications et/ou les pièces nécessaires, en vue de l'établissement d'un rapport de synthèse, avant application de l'article 76 du décret.

Conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 18 janvier 2017, l'Inspection peut organiser une visite sur place au siège social de l'opérateur en vue de prendre connaissance des pièces utiles et d'obtenir directement les explications nécessaires auprès des personnes qualifiées.

La visite sur place visé à l'alinéa 2 donne lieu à l'établissement d'un rapport de contrôle visé à l'article 5, § 2, de l'arrêté du 18 janvier 2017, adressé au Ministre, au Service général et à l'opérateur.

**Art. 6.** En application de l'article 76 du décret, le Ministre peut approuver un plan d'assainissement au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1<sup>o</sup> sa durée est de trois ans maximum;

2<sup>o</sup> sa durée n'excède pas la durée du contrat-programme en cours;

3<sup>o</sup> l'opérateur ne peut, durant la durée de son plan d'assainissement, obtenir une augmentation de l'aide visée à l'article 35, 3<sup>o</sup>, du décret ou une subvention complémentaire émanant de l'Administration générale de la Culture.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, le Ministre peut, en cas de circonstances exceptionnelles dûment motivées par l'opérateur, autoriser un plan d'assainissement de quatre ans ou excédant le terme du contrat-programme en cours, sans préjudice de la procédure de renouvellement du contrat-programme prévue à l'article 70 du décret.

Le plan d'assainissement prend en compte l'exercice au cours duquel il est signé.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Après consultation du Service général, l'Inspection transmet au Ministre le plan d'assainissement accompagné d'une proposition de décision, au plus tard dans les soixante jours qui suivent :

a) la transmission du plan d'assainissement par l'opérateur,

b) ou l'écoulement du délai de transmission du rapport prévu à l'article 76, § 1<sup>er</sup>, du décret,

c) ou le constat effectué en application de l'article 76, § 2, du décret.

Si l'Inspection conclut à un rejet du plan d'assainissement proposé, elle joint à sa proposition un projet de plan à imposer.

§ 2. A dater de la réception de la proposition de décision de l'Inspection visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre dispose d'un délai de trente jours pour rendre sa décision.

§ 3. L'opérateur dispose de quinze jours pour signer le plan d'assainissement, à compter de sa notification par le Service général.

**Art. 8.** L'Inspection informe, au terme de chaque exercice comptable le Service général, du suivi par l'opérateur de son plan d'assainissement.

A l'issue du plan d'assainissement, l'Inspection adresse au Service général un rapport final relatif à l'exécution du plan d'assainissement.

Le Service général transmet au Ministre et à l'instance d'avis compétente les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que le rapport final visé à l'alinéa 2.

CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Art. 10.** Le ministre ayant les Arts de la scène dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Fait à Bruxelles, le 4 octobre 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/40953]

**4 OKTOBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de Algemene inspectiedienst belast wordt met de opdrachten bedoeld bij artikel 74 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, de artikelen 20 en 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, de artikelen 74 tot 76/1, gewijzigd en ingevoegd bij het decreet van 13 oktober 2016;

Gelet op het advies van het Overlegcomité voor de podiumkunsten, gegeven op 16 juni 2017;

Gelet op de gendertest van 16 mei 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juli 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2017;

Gelet op het advies nr. 61.960/2 van de Raad van State, gegeven op 6 september 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° de Algemene dienst: de Algemene dienst voor Kunstcreatie binnen het Algemeen bestuur Cultuur;

2° de Inspectie: de Algemene inspectiedienst voor Cultuur binnen het Algemeen bestuur Cultuur;

3° het decreet: het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

4° de operator: de rechtspersoon die een erkenning geniet zoals bedoeld bij artikel 2, 1°, en artikel 30 van het decreet;

5° het besluit van 18 januari 2017: het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2017 betreffende de organisatie en de coördinatie van de controle op de toekenning en de aanwending van de subsidies, genomen ter uitvoering van artikel 61 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK 2. — *De algemene opdrachten bedoeld bij artikel 74 van het decreet*

**Art. 2.** De Inspectie is belast met de algemene opdrachten opgesomd bij artikel 74 van het decreet.

**Art. 3.** De Inspectie en de Algemene dienst coördineren hun respectieve acties met als doel de optimalisering van de uitoefening van de opdrachten bedoeld bij de artikelen 74 tot 76 van het decreet. Met de uitoefening van deze opdrachten in geest, onderzoekt de Inspectie enig document dat daartoe kan dienen en vraagt de aangepaste stukken aan bij de Algemene dienst en/of bij de operator, overeenkomstig de artikelen 3 tot 5 van het besluit van 18 januari 2017.

**Art. 4.** Overeenkomstig de artikelen 69 tot 74, 2°, van het decreet, onderzoekt de Inspectie de rekeningen en balansen van de eerste twee boekjaren van het programmacontract, en vergelijkt ze met de activiteitenverslagen en de regels van degelijke beheer bedoeld bij artikel 76/1 van het decreet.

De Inspectie zendt haar verslag aan de Algemene dienst over.

#### HOOFDSTUK 3. — *Het geldelijke onevenwicht*

**Art. 5.** Wanneer de operator of de Algemene dienst een risico van geldelijk onevenwicht opspoot, vraagt de inspectie, desgevallend bijgestaan door de Algemene dienst, aan de operator die een programmacontract geniet de nodige toelichtingen en/of documenten, met als doel het opstellen van een syntheseverslag, alvorens artikel 76 van het decreet toe te passen.

Overeenkomstig artikel 5, § 1, van het besluit van 18 januari 2017, kan de inspectie een bezoek ter plaatse organiseren bij de maatschappelijke zetel om kennis te nemen van de nuttige stukken en rechtstreeks de nodige verklaringen te verkrijgen bij de bevoegde personen.

Het bezoek ter plaatse bedoeld bij het tweede lid geeft aanleiding tot het opstellen van een controleverslag bedoeld bij artikel 5, § 2, van het besluit van 18 januari 2017, toegezonden aan de minister, de Algemene dienst en de operator.

**Art. 6.** Met toepassing van artikel 76 van het decreet, kan de Minister het saneringsplan toepassen in de zin van artikel 1, 6°, van het decreet, wanneer aan de volgende voorwaarden worden voldaan:

1° de duur ervan is maximum drie jaar;

2° de duur ervan bedraagt niet meer dan de duur van het lopende programmacontract;

3° de operator kan, gedurende de duur van zijn saneringsplan, een verhoging van de steun krijgen bedoeld bij artikel 35, 3°, van het decreet of een aanvullende subsidie uitgekeerd door Het Algemeen bestuur Cultuur.

In afwijking van het eerste lid, 1° en 2°, kan de Minister, in uitzonderlijke omstandigheden die door de operator degelijk met redenen omkleed worden, een saneringsplan van vier jaar of dat langer duurt dan de termijn van het programmacontract toelaten, onverminderd de vernieuwingsprocedure van de programmaovereenkomst bepaald bij artikel 70 van het decreet.

Het saneringsplan neemt het boekjaar in aanmerking gedurende hetwelk het wordt ondertekend.

**Art. 7.** § 1. Na raadpleging van de Algemene dienst, zendt de inspectie aan de Minister het saneringsplan over samen met een voorstel van beslissing, ten laatste binnen de zestig dagen die:

a) de verzending van het saneringsplan door de operator volgen,

b) of het verstrijken van de termijn voor de verzending van het verslag bedoeld bij artikel 76, § 1, van het decreet,

c) of de vaststelling uitgevoerd met toepassing van artikel 76, § 2, van het decreet.

Indien de inspectie tot een afwijzing van het voorgedragen saneringsplan besluit, voegt ze bij haar voorstel een planproject toe dat ze wenst op te leggen.

§ 2. Vanaf de ontvangst van het voorstel van beslissing van de inspectie bedoeld bij het eerste lid, beschikt de Minister over een termijn van dertig dagen om zijn beslissing te nemen.

§ 3. De operator beschikt over veertien dagen om het saneringsplan te ondertekenen, vanaf de kennisgeving door de Algemene dienst.

**Art. 8.** De Inspectie bericht, op het einde van elk boekjaar, de Algemene dienst van de manier waarop de operator het saneringsplan in acht neemt.

Op het einde van het saneringsplan, zendt de Inspectie een eindverslag aan de Algemene dienst toe over de uitvoering van het saneringsplan.

De Algemene dienst zendt aan de Minister en aan het bevoegde adviesorgaan de informatie bedoeld bij het eerste lid alsook het eindverslag bedoeld bij het tweede lid.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepaling*

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

**Art. 10.** De minister bevoegd voor de Podiumkunsten is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 4 oktober 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE  
De Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/206412]

**30 NOVEMBRE 2017.** — Décret modifiant l'article 52 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 52, alinéa 3, du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau, tel que modifié par le décret-programme du 21 décembre 2016 portant sur des mesures liées au budget, les mots « le 1<sup>er</sup> décembre 2017 » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> avril 2018 ».

**Art. 2.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 novembre 2017.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS  
La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI  
Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET  
Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO  
Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE  
Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN  
La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

—————  
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 919 (2017-2018) N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 29 novembre 2017.

Discussion.

Vote.